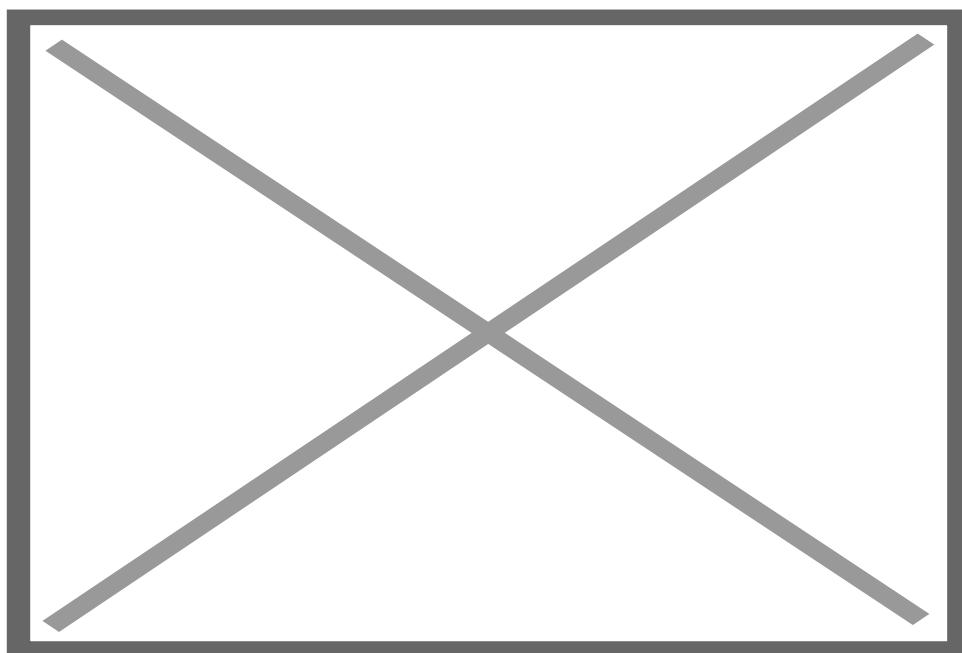




Lâ??ONU prend une premiÃre mesure en vue de mettre fin Ã lâ??impunitÃ© dâ??IsraÃl

## Description

Par Ali Abunimah â?? The Electronic Intifada â?? 28 septembre 2017



***Une liste fournie par lâ??ONU des sociÃ©tÃ©s qui ont des relations Ã©conomiques avec les colonies illÃ©gales dâ??IsraÃl donnerait une impulsion au mouvement mondial pour les droits des Palestiniens. Ryan Rodrick Beiler ActiveStills***

Les reprÃ©sentants de lâ??ONU Ã©voluent finalement vers lâ??affirmation de la responsabilitÃ© dâ??IsraÃl dans le non-respect du droit international, en dÃ©pit dâ??une rÃ©sistance farouche de la part dâ??IsraÃl et de ses alliÃ©s.

Ã AprÃs des dÃ©cennies de dÃ©possession palestinienne et dâ??occupation militaire et dâ??apartheid par IsraÃl, les Nations Unies ont pris leur premiÃre mesure concrÃte

---

en vue d'établir la responsabilité d'Israël dans ses violations continues des droits humains des Palestiniens » a dit Omar Barghouti, un des fondateurs du mouvement de boycott, d'investissement et sanctions (BDS). « Les Palestiniens accueillent chaleureusement cette mesure ».

Mercredi, le journal israélien *Haaretz* a rapporté le fait que le Bureau des droits humains de l'ONU a commencé des envois de lettres destinées à 150 sociétés dans le monde, les avertissant qu'elles pourraient figurer sur une base de données des entreprises ayant des relations économiques avec les colonies israéliennes des territoires occupés de Cisjordanie, Jérusalem comprise.

Nickolay Mladenov, le chef de la représentation politique de l'ONU à Jérusalem, a dit cette semaine au Conseil de Sécurité de l'ONU que « les activités de colonisation illégale d'Israël ont continué à un rythme élevé » en grave violation des résolutions de l'ONU.

Le consensus juridique se développe selon lequel le droit international exige des gouvernements qu'ils interdisent les échanges économiques avec les colonies.

### « Cela pourrait faire boule de neige »

Les représentants d'Israël ont admis que de nombreuses sociétés sans pour autant en fournir les noms ont déjà répondu à ces lettres en assurant le bureau des droits humains de l'ONU qu'elles ne renouvelleraient pas leurs contrats en Israël, ni n'en chercheraient de nouveaux.

« Ces entreprises n'arrivent pas à faire la différence entre Israël et les colonies et mettent fin à leurs opérations sur l'ensemble » a dit *Haaretz* un représentant israélien de haut niveau. « Les sociétés étrangères ne vont pas investir dans quelque chose qui relève de problèmes politiques, cela pourrait faire boule de neige ».

Ce représentant israélien de haut niveau a confirmé ce qu'un chef de la diplomatie européenne avait confié à des collègues à Bruxelles.

Dans un mémorandum de juin écrit alors qu'il était ambassadeur de l'UE à Tel Aviv, Lars Faaborg-Andersen a admis que l'UE n'avait pas de moyen fiable de distinguer les exportations des colonies d'autres produits israéliens.

Les commentaires des représentants israéliens font aussi écho à la découverte d'un rapport secret de deux groupes de lobby israéliens influents qui a fuit plus tôt dans l'année dans « Electronic Intifada ».

Le rapport, assumé par le gouvernement israélien, concluait que la plupart des « dommages collatéraux » infligés à Israël par le mouvement BDS sont le résultat d'un « boycott silencieux » de groupes, d'individus et de sociétés qui décident, sans l'afficher, de s'abstenir de s'engager avec Israël, soit qu'ils soutiennent les droits des Palestiniens, soit simplement qu'ils veulent « éviter des problèmes et critiques superflus ».

### Des noms bien connus

---

Le mois dernier, le *Washington Post* a prÃ©cisÃ© les noms de certaines des sociÃ©tÃ©s amÃ©ricaines averties par lâ??ONU quâ??elles pourraient Ãªtre incluses dans la base de donnÃ©es.

On y trouve les noms de sociÃ©tÃ©s comme Caterpillar, TripAdvisor, Priceline.com et Airbnb.

Selon Haaretz, environ 30 des 150 sociÃ©tÃ©s sont amÃ©ricaines, dâ??autres sont allemandes, sud-corÃ©ennes et norvÃ©giennes.

Le *Washington Post* a aussi soulignÃ© la forte opposition amÃ©ricaine Ã  cette base de donnÃ©es dont la crÃ©ation a Ã©tÃ© commandÃ©e par un vote de lâ??an dernier du Conseil des Droits de lâ??Homme de lâ??ONU. Nikki Haley, lâ??ambassadeur des Ãtats Unis Ã  lâ??ONU, a qualifiÃ© de Â« honteuse Â» cette base de donnÃ©es et a dit que son pays envisage de sortir du Conseil des Droits de lâ??Homme de lâ??ONU.

IsraÃ«l a mis sur pied un groupe de travail gouvernemental pour tenter de faire Ã©chouer la liste, mais selon *Haaretz*, la plupart des reprÃ©sentants qui y sont impliquÃ©s croient que la publication en dÃ©cembre de la base de donnÃ©es est Â« inÃ©vitable Â».

Lâ??imminence de cette liste a fait proposer par des juristes amÃ©ricains une lÃ©gislation, la Loi Anti-Boycott dâ??IsraÃ«l, qui pourrait imposer des amendes importantes et des peines de prison Ã  des sociÃ©tÃ©s et Ã  leur personnel pour participation Ã  un boycott dâ??IsraÃ«l et de ses colonies, supposÃ©ment encouragÃ© par une organisation internationale.

### **La dÃ©sespÃ©rance dâ??IsraÃ«l**

Lâ??intensitÃ© de la pression amÃ©ricaine, et la longue histoire de la complaisance de la soi-disant communautÃ© internationale envers IsraÃ«l, font quâ??il ne peut pas Ãªtre garanti que les reprÃ©sentants de lâ??ONU ne vont pas capituler de nouveau.

Il y a deux ans, le SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral de lâ??ONU dâ??alors, Ban Ki-moon avait cÃ©dÃ© Ã  la pression israÃ©lienne et amÃ©ricaine et avait retirÃ© IsraÃ«l dâ??une liste de graves violeurs des droits des enfants.

En mars, Antonio Guterres, le successeur de Ban, sâ??Ã©tait pliÃ© devant la pression des Ãtats Unis et avait Ã©touffÃ© un rapport qui avait Ã©tabli quâ??IsraÃ«l pratique lâ??apartheid contre les Palestiniens.

Une des conclusions de ce rapport est que les recherches et analyses juridiques de services de lâ??ONU, comme le Centre des Nations Unies Contre lâ??Apartheid, ont Ã©tÃ© des ressources essentielles pour les militants de la sociÃ©tÃ© civile dans leurs efforts visant Ã  Â« lÃ©gitimer le boycott, le dÃ©sinvestissement et les sanctions et Ã  contribuer Ã  la formation dâ??ensemble dâ??un mouvement transnational contre lâ??apartheid en Afrique du Sud Â».

Le rapport a encouragÃ© une approche semblable en vue de mettre fin Ã  lâ??apartheid israÃ©lien. La militante historique Adri Nieuwhof a rÃ©cemment Ã©crit pour Electronic Intifada que lâ??enregistrement par lâ??ONU des sociÃ©tÃ©s, athlÃ¨tes et professionnels

du spectacle complices de lâ??apartheid sud-africain avait donnÃ© un Ã©lan important Ã la campagne internationale de solidaritÃ©.

Ã« Le fait quâ??IsraÃ©l veuille tuer dans lâ??Ã?uf la base de donnÃ©es prÃ©vue est le signe dâ??une dÃ©sespÃ©rance Ã» a Ã©crit Nieuwhof. Ã« IsraÃ©l est dÃ©jÃ un Ã?tat paria dans lâ??esprit des gens ordinaires dans le monde. Si les crimes dâ??IsraÃ©l ne cessent pas, son isolement ira croissant Ã».

Ã« Nous espÃ©rons que le Conseil des Droits de lâ??Homme de lâ??ONU restera ferme et publiera la liste complÃ©te des entreprises opÃ©rant illÃ©galement dans ou avec les colonies israÃ©liennes sur de la terre palestinienne volÃ©e et quâ??il dÃ©veloppera cette liste suite Ã lâ??appel du Conseil des Droits de lâ??Homme de lâ??ONU de mars 2016 Ã» a dÃ©clarÃ© Omar Barghouti cofondateur de BDS.

Ã« Si elle est mise en Ã?uvre correctement, cette base de donnÃ©es de lâ??ONU des entreprises complices de certaines des violations par IsraÃ©l des droits humains, peut augurer dâ??un dÃ©but de la fin de lâ??impunitÃ© criminelle dâ??IsraÃ©l Ã».

Traduction SF pour lâ??Agence Media Palestine

Source : [Electronic Intifada](#)

**date crÃ©Ã©e**  
2017/10/02